

Commission: Sommet UE-Asie

Problématique: L'Union Européenne et l'Asie, pour une redynamisation équilibrée des relations entre deux régions centrales pour l'économie et les relations internationales?

Auteur: Allemagne

L'Allemagne est gouvernée par l'Union Démocratique Allemande. Gouvernée par Angela Merkel en tant que chancelière (chef du gouvernement) depuis 2005 et le docteur Wolfgang Schäuble en tant que chef d'état soit président du Bundestag (du parlement) élu en 2017. Le gouvernement actuel, qui est de centre et modéré dans tous les aspects, cherche la coopération et l'union des nations européennes face aux différentes crises (économique, sanitaire, de sécurité, etc). L'Allemagne est disposée cependant à faire passer avant la liberté et le respect des droits de l'homme que le bénéfice économique de certaines alliances. En tant que première puissance européenne économique et premier partenaire européen avec l'Asie, l'Allemagne est disposée à diriger les réponses européennes face aux différents événements entre l'UE et l'Asie. Nous cherchons donc la coopération en échange du respect des exigences allemandes et par conséquent européennes. Ainsi, et seulement de cette façon, trouverons-nous cet équilibre dynamique.

En tant que pays libéral et ouvert à la mondialisation, l'Allemagne se dispose à s'engager dans ce dynamisme. Cependant l'incompatibilité entre les principes mis en avant par l'UE et les actions entreprises par les puissances asiatiques, notamment les actions chinoises et russes, posent problème pour cette redynamisation. D'autre part s'efforcera l'Allemagne de parvenir à détruire les murs qui posent problème à la coopération face à la crise économique et sanitaire. Finalement, comme l'Allemagne a toujours défendu depuis 2005, le changement climatique est d'une importance capitale et sachant que le commerce UE-Asie est en grande partie la cause, nous chercherons à réduire son impact.

L'Allemagne, notant les récentes escarmouches à niveau des relations entre la Chine et de nombreux pays présents en Asie (Japon, Inde, Taiwan, Philippines, Vietnam, Corée du Sud, Etats-Unis, etc), rappelant les revendications territoriales de la ligne à neuf traits, rejetée par la cour internationale de justice, qui continue à être revendiquée par la République Populaire de Chine, et méprisant l'invasion des ZEE des pays de la région déclare les actions de la République Populaire de Chine dédaignantes en vu de l'impact négatif sur la liberté de navigation dans la mer de Chine du Sud et les risques au commerce international.

D'autre part, notant que que l'Europe souffre d'une grande dépendance en matériaux sanitaires provenant d'Asie et souffre aussi d'un important déficit commerciale, mit en évidence par la crise du Covid-19, pose qu'il est nécessaire une politique industrielle accompagnée logiquement d'une reconsidération des accords commerciaux entre l'Union Européenne et les principales puissances Asiatiques pour équilibrer ce déficit. D'autre part, les pratiques commerciales telles que le dumping doivent être re-considérées dans ces accords commerciaux dû au danger qu'elles représentent pour une compétition saine entre entreprises européennes et asiatiques.

Le partage d'informations par rapport au Covid-19 doit aussi être renforcé, et la transparence entre nations est essentielle pour étudier l'évolution de ce virus, notamment de la part du pays d'origine, la République Populaire de Chine, qui n'as pas facilité l'entrée d'experts pour l'étude de la pandémie.

Finalement, l'Allemagne est alarmée par les polémiques violations des droits de l'homme avancées par la Chine. En effet le génocide encore niée par la Chine des populations Ouïgours, qui rappellent à la traite de Juif dans l'Allemagne nazi, ne sont pas acceptables par l'UE et l'Allemagne. En conséquence, nous exigeons que la République Populaire de Chine cesse cet ethnocide. D'autre part,

encore traitant le sujet des droits de l'homme, nous exigeons le respect de la souveraineté de Hong Kong qui a été mise en cause par les autorités chinoises. Si cette redynamisation équilibrée doit être atteinte, les droits de l'homme doivent être mis avant tout, de cette façon seront compatibles les objectifs de l'UE et de la Chine.

En conclusion, l'Allemagne est disposée à s'ouvrir à toutes les options commerciales entre l'UE et l'Asie si les partis assurent le respect des droits de l'homme et une reconsidération des accords économiques qui sont en défaveur pour l'UE. De plus, tous les partis doivent se mettre d'accord pour lutter contre la pandémie facilitant les informations (notamment la Chine et ouvrant les marchés de matériaux sanitaires). Finalement l'Allemagne fait un appel au stop des tensions politiques en mer de Chine provoquées largement par les prétentions Chinoises.